

Antoine-Roger BOLAMBA, *Carnets de voyage (Congo-Belgique, 1945-1959). Textes choisis, présentés et annotés par Christophe Cassiau-Haurie avec la collaboration de Jacques Hellemans. Vignettes de Barly Baruti.*
Paris, Éd. L'Harmattan, coll. L'Afrique au cœur des lettres, 2009, 280 p.

Antoine-Roger Bolamba est une figure majeure dans l'histoire de la littérature congolaise, mais aussi, plus généralement, dans l'histoire intellectuelle du pays. En effet, il fut l'un des premiers Congolais à publier des textes en français, d'abord des contes populaires traduits et adaptés (comme *L'Échelle de l'araignée*, 1938), ensuite des recueils de poèmes : *Premiers essais* (1946) et surtout *Eszanzo, chants pour mon pays*, paru avec une préface quelque peu condescendante de Léopold Sédar Senghor chez Présence Africaine en 1955 ; à ces textes littéraires, il convient d'ajouter un essai : *Les Problèmes de l'évolution de la femme noire* (1949) et surtout une abondante production journalistique, qui joua un rôle historique essentiel. Car Antoine-Roger Bolamba fut tôt sollicité pour apporter sa contribution à divers périodiques publiés au Congo, comme *Band, Brousse* et même *Nsango ya bisu*, l'organe de la Force publique (gendarmerie et armée à la fois). Recruté en 1944 par le service d'Information du Gouvernement général, il fut nommé l'année suivante rédacteur en chef de *La Voix du Congolais*, revue nouvellement créée pour encourager la prise de parole et, à terme, pour impliquer les Congolais dans une construction nationale dont le projet était alors encore vague. Dans la pratique, ce périodique s'adressait aux « évolués », c'est-à-dire au public scolarisé qui se constituait alors progressivement en une petite bourgeoisie urbaine, disséminée dans les « centres extra-coutumiers » du pays où on la poussait à se regrouper, avec un succès variable, en « cercles d'études et d'agrément ». Comme le jeune Patrice Émery Lumumba (né le 2 juillet 1925 à Onalua dans le Congo belge et assassiné le 17 janvier 1961 au Katanga, il fut premier ministre du Congo – aujourd'hui République démocratique du Congo – de juin à septembre 1960, et représente l'une des principales figures de l'indépendance du Congo), mais bien avant lui, Antoine-Roger Bolamba joua la carte d'une allégeance au Parti libéral, qui paraissait alors la plus utile pour accélérer les réformes en faveur du développement de l'instruction – ainsi « l'École Saint Alphonse devrait[-elle] être officielle » (p. 47) – et de l'amélioration du statut

des Congolais. Il milite aussi, assez logiquement, pour un enseignement en français (et pour l'enseignement du latin, p. 178), contre la tendance de certains milieux coloniaux, notamment missionnaires ou indigénistes, qui préféreraient les langues congolaises : « Les missionnaires apprennent un peu trop aux petits Noirs leur dialecte local qui est le "lonkundo" » (p. 155).

Occupant une position-clé, Antoine-Roger Bolamba participe à la préparation de l'indépendance comme président de son propre parti politique, puis se rallie sur le tard au Mouvement national congolais de Patrice Émery Lumumba ; s'il échoue à se faire élire au niveau national, il est cependant intégré comme secrétaire d'État dans l'éphémère premier gouvernement dirigé par ce dernier. Il ne reprendra des fonctions officielles que bien plus tard, dans un autre gouvernement, au sortir de la guerre civile, puis, à partir de 1972, il sera le responsable du service de presse du Président Mobutu.

On le voit dans ce bref résumé qui situe le personnage à l'interface de la littérature, de la politique et du journalisme : Antoine-Roger Bolamba joua un rôle essentiel, comme acteur et comme symbole, surtout avant 1960. D'où l'intérêt de la présente édition, qui donne à relire une sélection de reportages publiés dans *La Voix du Congolais* entre 1945 et 1960. Ils concernent des déplacements dans le pays et en Belgique, ce qui justifie le titre, évidemment posthume, de *Carnets de voyage*. Ce titre est pourtant aussi un leurre, car le discours d'Antoine-Roger Bolamba n'a pas grand-chose à voir avec les écrits intimes, ni même avec l'essai personnel. C'est un discours contraint, dont on peut se demander même jusqu'à quel point (ou à quels endroits) il en est l'auteur ; il semble en tout cas s'inspirer – souvent assez étroitement – de communiqués qu'on lui a remis ou de documents officiels qu'il a consultés. En effet, le périodique est sous le contrôle direct du gouvernement, et il est plus que probable que d'autres rédacteurs soient intervenus, comme cela se passe d'ailleurs dans toute presse professionnelle. Nous n'avons malheureusement pas ici une note explicative sur le milieu assez étroit du service de l'Information de Léopoldville, où l'on trouvait des personnalités coloniales « éclairées » comme Henri Drum ou André Scohy, et, à la radio surtout (la première du continent à émettre

en langue africaine), d'autres Congolais comme Maurice Kasongo et Albert Mongita. Face à de tels textes, on devrait pouvoir appliquer les méthodes éprouvées de l'exégèse historico-critique, mais bien entendu nous en sommes encore loin ; à titre d'exemple, et sans en tirer de conclusion prématurée, on notera l'apparente contradiction entre le reportage sur l'Union Congolaise de Belgique (pp. 270-275), sorte de plaidoyer *pro domo* qui semble dicté par un haut fonctionnaire du ministère des Colonies à Bruxelles, et le reportage suivant, consacré aux « Distractions » (pp. 276-278), où l'on a le sentiment de retrouver la voix d'Antoine-Roger Bolamba lui-même, celle « du Congolais ». Pas de note non plus concernant d'éventuelles archives laissées par cette personnalité, manuscrits ou autres documents. Peut-être n'en existe-t-il plus, mais s'en est-on soucié ?

Ceci dit, il serait simpliste de relire tout cela, y compris les nombreux hommages à la Belgique et aux réalisations de « l'œuvre » coloniale, avec le préjugé anachronique selon lequel Antoine-Roger Bolamba, dont la sensibilité nationale congolaise est évidente, ne serait pas sincère dans ses analyses. Rien n'assure que, pour lui, avant 1958, l'issue n'est pas, à l'intérieur d'un Congo qui resterait belge, dans la réforme du système social qu'il ne cesse d'appeler de ses vœux, de manière plus ou moins nette, aux détours de ses reportages. Il vise, c'est sûr, la fin du régime de relative ségrégation raciale et l'égalité des chances pour le colonisé, *a fortiori* pour l'« évolué ». À cet égard, il est attentif surtout à ce qui concerne l'enseignement et la formation, y compris celle des jeunes filles (p. 53, 100, 125, 133, 155, 176) ; mais il suit aussi de près l'activité des « cercles » et des associations locales d'évolués, dont il critique parfois l'inertie ou la gabegie (p. 157). C'est bien entendu d'abord aux destinées de son groupe social qu'il est sensible, mais c'est parce que celui-ci constitue une avant-garde et un symbole dans une « évolution » plus générale. Les hommages à Léopold II doivent eux aussi être interprétés en dehors des simplismes dualistes : ils sont plus que probablement sincères ou en tout cas délibérés ; le « grand Monarque » fondateur de l'État est ici invoqué pour rappeler l'administration et le gouvernement au « grand dessein » civilisationnel dont le Souverain était alors le symbole auquel on pouvait stratégiquement faire appel contre les lenteurs et l'attentisme relatif des politiques

qui furent suivies, non sans « attermoiement funeste », pour citer le roi Baudouin, au cours des années 50. En ce sens, on appréciera en particulier les reportages sur le voyage royal de 1955, qui fut probablement le succès populaire que décrit le journaliste, en même temps que le contexte dans lequel il dut rencontrer le jeune Patrice Émery Lumumba, alors postier et à la tête des cercles congolais de Stanleyville.

Bien qu'elle soit assez soignée, cette édition est toutefois insuffisamment appuyée sur un appareil critique. Des notes historiques manquent très souvent, qui auraient été nécessaires à la compréhension du lecteur contemporain. Qui sait encore ce que c'est que « l'Irsac », « l'AIMO » (p. 28), le « camp Otraco » (p. 30) etc. ? Est-ce que le fameux article publié, dans cette même presse officielle, par Paul Lomami Tshibamba : « Quelle sera notre place dans le monde de demain ? » (1947), fit vraiment, selon le jugement répandu par son auteur et ressassé depuis, « l'effet d'une bombe dans les milieux coloniaux » (p. 15) ? On devrait un jour le vérifier : La revue *Brousse* n'était en tout cas pas « éditée par les Missionnaires » (p. 7), mais par l'Association des amis de l'art indigène, au bulletin de laquelle Antoine-Roger Bolamba collabora également. Il est par ailleurs assez inéquitable d'écrire que *Ngando*, le roman publié par le même auteur en 1948, était « truffé d'allusions à la présence brutale de l'administration coloniale » (p. 17), alors qu'il comporte aussi, et bien plus explicitement, les mêmes hommages au Grand Monarque et à la prospérité économique coloniale que ceux qu'on lit chez Antoine-Roger Bolamba. Par ailleurs, que signifie cette opposition maladroite entre « presse officielle » et « presse privée » (*ibid.*) ? Quant à parler du Congo comme de la « principale colonie » du Roi Baudouin (p. 19), cela relève d'un simplisme qui se passe de commentaire. Contrairement à ce qui est suggéré (p. 27), la construction du chemin de fer de Matadi n'est pas le propos central de *Heart of Darkness*.

Mais c'est surtout dans l'édition elle-même que manquent les notes à propos des personnes rencontrées et interrogées, ou évoquées sans qu'on puisse reconstituer ce que leur nom évoquait *in illo tempore* ; par exemple, le nom du Père Joseph Van Wing (Antoine Roger Bolamba traduit et publia les contes que celui-ci avait recueillis en *kikongo*) ou l'allusion aux « femmes de l'Enclave du Cabinda », qui

ne se comprend plus guère aujourd'hui (p. 29). Antoine-Roger Bolamba dit avoir rencontré « J.P. Ryckmans » (p. 28), simple adjoint au « Bureau de l'Information indigène » dirigé par M. Quix (sans doute Tony Quix) ; mais une note (p. 41) énonce que « Monsieur le Gouverneur Général Pierre Ryckmans » « est le père d'André Ryckmans, dont il est question en début d'article sous le titre de "Chef du Service de l'Information Indigène" » (nous mettons en italique) : le renvoi est pour le moins approximatif. On peut multiplier les exemples : il est en tout cas dommage qu'on n'ait pas profité de cette édition pour étudier davantage le milieu et rappeler – ne serait-ce qu'en consultant la *Biographie coloniale. Qui sont les leaders congolais ?*, l'*Annuaire des missions catholiques* ou l'*Annuaire du Congo belge*, qui sont des sources accessibles même à Kinshasa –, un contexte historique souvent mal connu.

Une bizarrerie de cette édition a été inspirée par la volonté, en soi extrêmement louable, d'imiter le modèle d'une édition critique en signalant les éventuelles incohérences du texte et en indiquant entre crochets, avec un grand souci d'honnêteté, toutes les interventions des éditeurs dans les formulations. Ces modestes écrits journalistiques méritaient-ils pareille attention ? On peut se le demander quand on lit un énoncé comme « le mulâtre reconnu est, dans beaucoup de cas, abandonn[é] à lui-même » (p. 268) ; il eût assurément été plus simple de rectifier d'office cette faute de grammaire, dont le signalement n'apporte rien puisqu'elle peut aussi bien être due à un prole ou à un correcteur mal avisé, et de n'interrompre la lecture que lorsque le problème textuel était significatif. Si encore l'éditeur avait procédé à ces marquages de manière systématique et toujours fondée ! Hélas, c'est loin d'être le cas. Par exemple, dans la phrase : « Seulement ils peuvent, opter, à leur majorité[.] (21 ans) pour la nationalité de leur mère » (p. 267), on a lourdement souligné la virgule incorrecte après « majorité », mais pas la virgule, plus fautive encore, après « peuvent », et l'on n'a pas ajouté la virgule qu'il eût fallu après « (21 ans) » : quand on corrige, autant le faire correctement, et redresser « les événements prient une tournure » (p. 60), « le cercle est mise à la disposition » (p. 74), « permettre tout en ordre de marche » (p. 272), « la Mwami » (p. 234), avec la même attention que pour

relever la coquille « afircain [africain] » (p. 52). Autre exemple, qui cumule les deux problèmes : la seule consultation d'un catalogue de bibliothèque aurait permis de vérifier l'orthographe de ce « M. Schoutteden » (pour Schouteden, p. 58) et de l'identifier un tant soit peu par ses publications : même chose pour « le peintre belge, M. Monnens » (pour Moonens, p. 218) et le peintre « Bella » (pour Bela, *ibid.*). Il est inutile de multiplier les exemples de ces lacunes explicatives et de ces opérations critiques discutables. Elles n'empêchent pas d'apprécier l'existence même de cette réédition et la possibilité qu'elle offre de se replonger dans le bain discursif de ces années d'après-guerre, avec ses formes privilégiées (le recours aux statistiques, par exemple) et cette atmosphère de changements accélérés, de « vaste chantier » (p. 77), qui explique qu'on épingle tout ce qui freine ou qui tarde à suivre le mouvement, y compris chez les Congolais. Compte tenu du contexte, les revendications apparaissent assez finement exprimées, comme dans cette phrase : « Sa Majesté aura remarqué qu'il restait encore beaucoup à faire dans la cité indigène de Stanleyville » (p. 244).

Dans le détail, ces reportages livrent aussi des informations sans doute anecdotiques mais qui suscitent le désir d'en savoir plus. J'ignorais ainsi qu'en 1958, un certain « M. Isidore Bataboudila, employé à la commune d'Ixelles, [eût] sa troupe théâtrale » à Bruxelles (p. 277) ; que, sur les paquebots de la Compagnie Maritime Belge, il y eût une bibliothèque de 1000 volumes dont la moitié en français et l'autre... en anglais (p. 78). Les allusions aux projections cinématographiques ou aux tournées de tel cirque (p. 93), au système des « *Public Address* » (haut-parleurs relayant la radio dans les cités) ou à la Bibliothèque de l'Etoile (p. 167) restituent tout un contexte d'histoire culturelle. L'emploi de formules comme les « Congolais belges » (p. 90), les « Belges congolais » (p. 242), « nous sommes des Belges d'Afrique » (p. 198) ou « une belle œuvre belgo-congolaise » (p. 106), pour ne pas parler de ce « colon noir » (p. 179), n'est pas non plus inintéressant. Relevons encore les auteurs cités, qui témoignent sans doute des lectures de l'auteur : Charles Maurras et Bossuet, ou encore Mathelin de Papigny (auteur colonial), et surtout Chalux et Charles d'Ydewalle, auteurs d'autres reportages sur le Congo.

Il faut donc souhaiter que l'entreprise se poursuive et que des recueils semblables, mieux édités de préférence, reprennent les articles littéraires d'Antoine-Roger Bolamba, d'une part, les articles portant sur les questions sociales, d'autre part.

Pierre Halen

Écritures, université Paul Verlaine-Metz
pierre.halen@univ-metz.fr

Isabelle BOYER, Béatrice TURPIN, dirs, Jeunesse, médias et lien social.

Université de Cergy-Pontoise/Centre de recherche Textes et francophonies, Encrage Éd., 2008, 160 p.

Jeunesse, médias et lien social rassemblent les travaux de neuf chercheurs et chercheuses selon une répartition en trois axes : les représentations des jeunes dans les médias, les liens entre ces derniers et les institutions, la culture adolescente. Dans la première partie, Béatrice Cormier (pp. 11-24) traite des médiations et liens sociaux, à partir d'un point de vue particulier. Selon la chercheuse, si la société était auparavant soudée autour d'un socle de valeurs communes, elle connaît aujourd'hui un profond délitement. Ainsi un groupe social ne peut-il fonctionner sans un socle commun de références assurant la cohésion *via*, notamment, la communication. La communication peut donc être approchée comme un fait constitutif de l'ordre social, institutionnel et politique ; elle s'inscrit dans un espace déterminé par des structures, des lois et des normes qui organisent la relation de l'individu à l'autre et à la collectivité. Le lien social est ce qui agrège un groupe, unissant le citoyen à la collectivité, une figure qui semble aujourd'hui connaître une véritable crise, celle du « lien civil » (p. 12). Une caractéristique qui influe sur le comportement de la jeune génération conduite à refuser de créer et développer son propre système de référence et de valeurs sur la base de l'appartenance et de l'appropriation de territoires. Les problèmes contemporains présentent quelques spécificités liées aux évolutions sociales de la fin du XX^e siècle. Aussi une question se pose-t-elle : quel rôle jouent les différents acteurs sociaux pour replacer l'homme au cœur de la société et en faire de nouveau la finalité de l'organisation sociale ? La famille, l'école, les associations et l'urbanisation sont les éléments que Béatrice Cormier étudie pour répondre à cette question. Elle met en évidence

l'idée selon laquelle la culture et l'identité peuvent donner un ensemble de repères communs à des individus qui, dès lors, développent un sentiment d'appartenance.

À ce sujet, Christiane Chaulet-Achour (pp. 27-44) analyse un dossier de vulgarisation scientifique de la revue *Sciences humaines* (N° 4, « Les grands dossiers », sept.- nov. 2006, pp. 24-94) dont le titre est « Une société face à sa jeunesse ». En étudiant la répartition de l'information et les dominantes privilégiées du dossier, l'auteur démontre comment ce dossier produit du lien et de la médiation, rendant accessibles données, hypothèses, informations. Ainsi se révèle-t-il imprégné des thématiques de la banlieue et de l'immigration, sans avoir cependant jamais recours aux œuvres artistiques qui pourraient transmettre un savoir sur cette question. En pointant cette absence, Christiane Chaulet-Achour revendique un autre « lien », pluridisciplinaire, cette fois.

Quant à Béatrice Turpin (pp. 45-61), elle étudie ces représentations des jeunes et de la banlieue dans la presse magazine. Deux types de paramètres sont pris en compte : les paramètres énonciatifs et ceux référentiels. Pour l'auteur, à travers ceux-ci et les représentations véhiculées, s'inscrit la responsabilité du journaliste et des médias qui participent à la constitution du lien social. Une analyse du quotidien *Le Monde* met en évidence que « jeunes » et « banlieue » y sont fortement corrélés. D'où une interrogation sur le rapport entre la manière de traiter l'actualité et lien social. Tourné vers l'événement, le discours d'actualité est toujours poly-énonciatif. Mais, stigmatisant de la sorte une partie de la jeunesse, les médias ont une responsabilité : ils contribuent à l'établissement d'un amalgame entre violence et immigration et contribuent aussi à atomiser la société.

Pour sa part, Serge Guérin (pp. 63-78) présente les résultats d'un questionnaire adressé à 820 lectrices d'un organe de la presse féminine (le groupe Mondadori), en 2007 et dans deux catégories d'âge, 18-49 ans et 50-69 ans. Il travaille sur les liens sociaux et les liens entre générations et analyse le rôle des médias et des relations trans-générationnelles. Son discours est orienté sur les risques financiers du vieillissement. La thématique « guerre des générations » trouve un écho favorable dans les médias. Ces derniers sont sensibles sur le sujet des représentations associées, car l'âge s'inscrit